

## SALARIÉS DU NETTOYAGE

## Le tiers-monde du travail

Horaires décalés, cadences élevées, pénibilité des tâches, expositions toxiques, les salariés du nettoyage sont soumis à rude épreuve. Souvent immigrés et mal représentés, ces travailleurs n'ont plus que la grève dure pour tenter de faire valoir leurs droits. Des syndicalistes et des médecins du travail tirent la sonnette d'alarme. Principaux responsables : les donneurs d'ordre !

« **L**es horaires sont pénibles, car on ne sait jamais quand on va finir... », témoigne Faty Mayant, femme de chambre dans un hôtel Ibis et déléguée Sud Nettoyage. Elle se bat aux côtés des salariées d'Arcade, entreprise de nettoyage sous-traitante de la multinationale Accor, en grève depuis plusieurs mois. Ces femmes d'origine africaine, toutes à temps partiel, se plaignent du non-paiement des heures complémentaires et des retenues pour absence si elles n'ont pas tenu la cadence (quatre chambres à l'heure dans les Ibis!). De fait, le temps partiel subi et les horaires éclatés concernent une large majorité du personnel, essentiellement immigré, des entreprises sous-traitantes titulaires de marchés de nettoyage pour des bureaux, ateliers, magasins, espaces publics, immeubles.

« Il y a souvent un chantier de 6 heures à 9 heures et un autre de 18 heures à 21 heures, ce qui permet de dormir tout au plus cinq

heures la nuit », s'indigne Hamidi Bachir, membre du Syndicat des services CFDT. « Payés au Smic horaire, beaucoup complètent par des ménages chez des particuliers, certains travaillent jusqu'à soixante heures par semaine », note Martine Arsac, médecin du travail à Orléans. Interrogés dans le cadre d'une enquête<sup>(1)</sup>, 6,6 % des ouvriers nettoyeurs déclaraient dormir moins de cinq heures par jour et 54,6 % entre six et sept heures. Des difficultés d'endormissement et/ou des réveils nocturnes ont été signalés par un ouvrier sur quatre. Qu'en est-il du repos minimum légal de onze heures consécutives ? Une dérogation dans la convention collective du nettoyage réduit ce minimum à neuf heures ! « Cela peut paraître immoral, mais si on respecte la loi, les salariés ne pourront pas avoir deux chantiers par jour », justifie Daniel Lefevre, de la Fédération ports et docks CGT, signataire du texte. Le repos hebdomadaire, lui non plus, n'est pas tou-

jours respecté. Quant au repos compensateur accordé aux travailleurs de nuit, il est fixé à 2 %, c'est-à-dire deux heures pour cent heures travaillées.

500 m<sup>2</sup> à l'heure

Au-delà des horaires, Marie Pascual et Annick Delaunay, médecins du travail en région parisienne, dénoncent également la surcharge de travail dans l'hôtellerie. Maria Pereira, rare salariée à plein temps chez Abilis à Orléans, renchérit : « C'est très pénible, nous avons de plus en plus de travail à faire et la RTT n'a été suivie d'aucune embauche. » Cette battante, déléguée syndicale CGT, fustige « un accord sur les 35 heures signé au niveau national sans consultation du terrain ». Et elle s'indigne que les pouvoirs publics n'interviennent pas pour interdire des marchés conclus à des tarifs en baisse régulière pour une charge de travail constante. Hamidi Bachir parle, lui, de cadences trop élevées, avec des objets de plus en plus ➤

Martine Rossard,  
journaliste